

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **TAXUD-E-4** |
| **Chef d’unité .:**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Fernando PERREAU DE PINNINCK**  [**Fernando.PERREAU-DE-PINNINCK@ec.europa.eu**](mailto:Fernando.PERREAU-DE-PINNINCK@ec.europa.eu)  **+32 229-61932**  **1**  **2ème trimestre 2022[[1]](#footnote-1)**  **2 ans1**  **☒** **Bruxelles** □ **Luxembourg** □ A**utre: ……………..** |
|  | **☒  Avec indemnités** □  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Fonction principale : gestion de la convention paneuro-méditerranéenne sur les règles d’origine et participation aux négociations portant sur son réexamen et introduction des règles d'origine transitoires révisées dans les protocoles d’origine des accords de l’UE avec ses partenaires PEM, ainsi que leur mise en œuvre.

Les tâches spécifiques comprennent :

* Préparer, rédiger et assurer le suivi des documents de travail concernant l’extension et la gestion des règles paneuro-méditerranéennes d’origine applicables aux partenaires méditerranéens, ainsi que les réunions avec les États membres et les partenaires préférentiels PEM.
* Produire, actualiser, gérer et contrôler l’application des actes juridiques relatifs aux règles d’origine préférentielle pour les pays concernés.
* Préparer des projets de protocoles sur les règles d’origine : modifier les protocoles existants ou rédiger de nouveaux protocoles aux fins de négociations.
* Préparer, rédiger et assurer le suivi des documents de travail du groupe d’experts douaniers (section «origine»).
* Sous la supervision d’un administrateur, maintenir des contacts et des échanges réguliers d’informations avec les organismes des secteurs public et privé des États membres et des pays partenaires sur des questions intéressant le secteur.
* Assister un fonctionnaire de la Commission dans les négociations au nom de la Commission avec les États membres, les pays tiers, les entreprises et d’autres organisations.
* Suivre et résoudre les problèmes liés à la mise en œuvre des règles d’origine préférentielle avec les pays concernés.
* Assister aux réunions régulières des comités de gestion avec les pays partenaires concernés.
* Suivre les discussions au sein du Conseil sur les questions liées aux règles d’origine PEM.
* Assurer la liaison avec les directions générales de la Commission concernées (par exemple DG INTPA, TRADE, AGRI, MARE, BUDG, NEAR, SG, OLAF, Service juridique) et le SEAE.
* Préparer, mener et répondre aux consultations inter-services sur tous les aspects concernant les règles d’origine préférentielle avec les pays partenaires concernés, organiser et participer aux réunions inter-services de coordination.
* Répondre aux demandes d’informations externes concernant les travaux de l’unité, ainsi qu’aux demandes d’informations émanant de la hiérarchie et d’autres services au sein de la Commission.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : : de préférence droit, économie et/ou sciences politiques.

Expérience professionnelle

Au moins trois ans dans le domaine des règles d’origine ou dans des domaines directement liés aux règles d’origine, ainsi qu'une compétence en matière douanière.

En plus des connaissances sur le sujet, sont appréciées les compétences suivantes : de bonnes capacités de communication (à l'oral comme à l'écrit), la capacité de travailler de manière autonome et avec initiative, la capacité d’analyse et la capacité de synthétiser et de présenter des arguments sur des questions techniques d’une manière claire, un esprit critique, la capacité de travailler en équipe, et l’intérêt pour le sujet combiné à la rigueur analytique. Des compétences de négociation et la connaissance des processus internationaux seraient un plus.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Une bonne maîtrise de l’anglais est essentielle, une connaissance pratique du français est très souhaitable.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)